



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Protection de l'industrie et de l'agriculture françaises

Question au Gouvernement n° 1033

Texte de la question

PROTECTION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE FRANÇAISES

Mme la présidente . La parole est à M. Marc Chavent.

M. Marc Chavent . Sur tous les bancs de cet hémicycle, vous entendrez les mêmes témoignages : les Français n'en peuvent plus. Des ateliers aux champs, vous laissez notre industrie et notre agriculture mourir. À Oyonnax dans l'Ain, dans la plasturgie et l'équipement automobile, à Anglefort et en Auvergne-Rhône-Alpes, dans les usines de silicium Ferroglobe, comme partout en France, nos industries tournent au ralenti, nos ateliers s'éteignent et nos ouvriers voient leur avenir partir à l'étranger.

Pendant que nos entreprises étouffent sous les normes, les charges et la concurrence déloyale, vous laissez entrer des produits fabriqués à 10 000 kilomètres dans des conditions effroyables, par des pays qui polluent trois fois plus que le nôtre. Les défaillances d'entreprises n'ont jamais été si nombreuses : 70 000 en cette fin d'année.

On détruit notre filière automobile et on nous oblige à acheter des voitures électriques dont les composants sont fabriqués en Chine. Pendant ce temps, vous continuez à repeindre le Titanic en vert, comme si fermer des usines ici pour aller polluer trois fois plus ailleurs allait sauver la planète.

Parlons du Mercosur : ce n'est pas un accord, c'est un marché de dupes. On sacrifie nos agriculteurs pour permettre à Berlin de vendre ses grosses berlines diesel et ses produits chimiques en Amérique du Sud.

Un député du groupe RN . Quelle honte !

M. Marc Chavent . Dois-je vous rappeler que deux agriculteurs français se suicident chaque jour ? Nos campagnes souffrent, nos villes se délitent. Ouvriers, techniciens, paysans, artisans, commerçants, retraités : plus personne n'a confiance en vous.

Je vous pose les questions que tous les Français se posent : quand allez-vous en tirer les conséquences et protéger la France ? Quand allez-vous renoncer au Mercosur ? Quand allez-vous retrouver la raison sur l'industrie automobile ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique* . Monsieur le député, vous parlez à un ministre qui s'est battu pour qu'au niveau européen, on introduise une clause de sauvegarde sur les ferroalliages ; vous avez cité Ferroglobe : ils nous en ont remerciés personnellement et vous devriez vous en féliciter.

Vous parlez à un ministre qui s'est battu avec ses collègues européens pour réserver les aides aux automobiles fabriquées en Europe, et la part de marché des véhicules électriques chinois s'est effondrée : la première voiture électrique vendue en France est aujourd'hui une Renault 5 faite à Douai, vous devriez vous en féliciter.

Nous avons adopté une politique industrielle qui, loin d'être naïve, vise à développer et à investir, à faire à nouveau de la France une nation industrielle. Et reconnaissez-le tout de même : on a recréé de l'emploi industriel pour la première fois depuis des décennies.

Sur le Mercosur, et je parle devant la ministre de l'agriculture qui, vous le savez, a été très ferme, tout autant que le président de la République (*Protestations* sur de nombreux bancs du groupe RN et sur plusieurs bancs du groupe GDR) : la fermeté de la voix de la France...

M. Alexandre Dufosset . Non, on n'a pas été ferme !

M. Roland Lescure, ministrea été telle que la Commission a accepté les trois conditions que nous considérons comme essentielles : un, la clause de sauvegarde si une filière, quelle qu'elle soit, était affectée négativement par le traité avec le Mercosur – au cas bien sûr où il serait adopté ; deux, les clauses miroirs parce qu'il est hors de question d'importer en France des produits qui ne respectent pas nos normes ;...

M. Benoît Biteau . Qui contrôle ?

M. Roland Lescure, ministretrois, le contrôle, et nous comptons pouvoir le faire sur place, la France se bat pour cela. Monsieur le député, nous défendons la France en Europe. Vous devriez nous soutenir et vous féliciter de ce qu'on obtient plutôt que de nous critiquer.

Mme la présidente . La parole est à M. Marc Chavent.

M. Marc Chavent . La question n'est pas de vous soutenir ou de vous critiquer, mais d'aller sur le terrain, de rencontrer les industriels et les agriculteurs. Et si vous êtes de bonne volonté, c'est pire encore puisque c'est la preuve que votre politique est vouée à l'échec. Allez sur le terrain et vous vous rendrez compte qu'il faut changer de braquet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDR et sur de nombreux bancs du groupe RN.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre.

M. Roland Lescure, ministre . J'aimerais que sur des sujets aussi importants que ceux de la politique industrielle ou des secteurs agricoles, on évite de polémiquer, qui plus est en répétant des contrevérités. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.*) Vous pouvez critiquer tout ce que vous voulez, mais force est de constater que pendant des décennies, l'emploi industriel a été détruit, et que maintenant on en crée, que pendant des décennies, des usines ont fermé, et que maintenant on en ouvre. Est-ce suffisant ? Non. Y a-t-il des entreprises qui souffrent ? Oui. Est-ce qu'on doit se battre ensemble pour les sauver ? Oui ! Mais commencez par reconnaître les faits !

Données clés

Auteur : [M. Marc Chavent](#)

Circonscription : Ain (5^e circonscription) - Union des droites pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1033

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 2025